

Déclaration Statutaire

Je, [REDACTED]

Je déclare solennellement que,

C'est concernant le dossier de disparition de mon [REDACTED]. Il est porté disparu depuis lundi le 11 octobre [REDACTED]. Le 13 octobre, un cousin de mon fils, [REDACTED] m'a téléphoné pour me demander si j'avais eu des nouvelles de [REDACTED], car la dernière fois qu'il l'avait vu, le samedi, précédent, soit le 9 octobre, il ne lui trouvait pas l'air bien. Il m'a rapporté que mon fils avait de drôles de comportements. Il se croyait épié, harcelé, notamment par les réseaux sociaux. Ce même samedi, mon fils avait travaillé au Centre touristique [REDACTED] et son collègue avait été obligé de le ramener au village, car il le trouvait un peu bizarre. Il croyait toujours être surveillé, etc. Mon autre fils, [REDACTED], qui était policier a également vu [REDACTED] ce jour-là et voyant qu'il n'était pas bien, lui avait conseillé d'aller au Centre de santé. La dernière fois que [REDACTED] a été vu, c'est à l'épicerie du village de [REDACTED] le 11 octobre. C'est dans l'après-midi du 13 octobre que je suis allé signaler sa disparition au corps de police de [REDACTED]. Un policier a alors pris ma déclaration.

Dans les jours suivants, on a constitué des groupes de bénévoles et on a commencé à chercher aux alentours du village, dans les secteurs boisés, etc.

Durant la même période, il y avait un conflit à l'intérieur du Poste de police. Il y avait deux clans et si je me souviens bien, l'un des clans avait demandé la destitution du Chef de police, [REDACTED] [REDACTED]. Je sais qu'il y a eu une enquête, mais ça n'a rien donné. Le conflit perdure depuis ce temps-là et le Chef de police est encore là. Nous croyons que ce conflit a pris plus de place et de temps que les recherches pour retrouver mon fils.

Signature du déclarant _____

Déclaré devant moi, _____

À _____ le _____

Nous avons tenté de faire appel à la Sûreté du Québec, mais celle-ci nous a mentionné que les cas de disparition étaient considérés comme étant une intervention de niveau 1 et relevait du corps de police local.

Q : Vous n'avez jamais reçu le support de la SQ?

R : Pas au début. Ils sont venus durant la deuxième semaine suivant la dénonciation de la disparition de mon fils. Ils m'ont expliqué qu'ils ne pouvaient pas intervenir sur notre territoire à moins d'avoir la commande du Chef de police de la communauté. Mais, considérant le conflit, ce dernier n'était même pas présent au début. Les policiers de la SQ sont finalement intervenus, mais seulement sous forme de patrouille dans un secteur un peu plus loin de la communauté.

Durant les recherches, on aurait aperçu mon fils sur le bord de l'autoroute 40. Il aurait été embarqué par un automobiliste. J'ai appris cela par les médias. Suite à cela, la SQ s'est retirée des recherches dans la communauté et a décidé de concentrer ses recherches en milieu urbain.

Q : Est-ce que la SQ vous a tenu au courant de ses recherches?

R : Non. Je crois qu'il n'y a pas eu d'action concrète de posée. Je ne sais même pas s'ils ont retracé l'automobiliste qui aurait embarqué mon fils.

Q : Est-ce qu'il y avait une personne ressource pour vous à la SQ?

R : Il y avait un Sergent [REDACTED] je crois. Ce dernier est à la retraite maintenant. Je crois qu'il était de la section d'aide aux victimes.

Q : Ça dure combien de temps tout cela?

R : La SQ est restée environ 2 semaines à [REDACTED]. Après qu'elle se soit retirée, outre quelques contacts avec monsieur [REDACTED] le seul suivi des recherches pour retrouver mon fils venait du corps policier d [REDACTED] et des groupes bénévoles que nous avons constitués. Nous avons effectué les recherches jusqu'à une quarantaine de kilomètres aux alentours de [REDACTED]. Nous avons même

X

Enquêteur

X

Déclarant

distribué des photos de [REDACTED] jusqu'à [REDACTED]. Nous avons cessé nos recherches lorsque la première neige est tombée, vers le mois de novembre.

Q : Qu'ont fait les policiers?

R : Ils ont arrêté leur recherche aussi à la première neige.

Q : Est-ce que vous étiez encore en contact avec le [REDACTED] à ce moment-là?

R : Nous avons échangé quelques courriels, sans plus. De mon côté, je continuais à faire des démarches pour que la SQ s'implique davantage dans les recherches pour retrouver mon fils. Pour ce faire, nous nous sommes adressés aux leaders politiques de notre communauté et nous avons même rencontré la ministre de la Sécurité publique, Lise Thériault, lors d'une de ses visites à [REDACTED]. On nous a répondu que le Politique ne pouvait intervenir à ce niveau.

J'ai même fait une plainte au Protecteur du Citoyen. Nous n'avons reçu qu'un accusé de réception.

Q : À quel moment, avez-vous eu l'impression de vivre des comportements discriminatoires?

R : Dès le début.

Q : Pouvez-vous me décrire le contexte dans lequel vous avez senti de la discrimination?

R : Lors de nos appels à la SQ, nous n'étions jamais capables de parler aux bonnes personnes. Ils retournaient nos appels parfois plusieurs semaines plus tard. Au bout du compte, on nous répondait que ça relevait de la police locale. Nous, on leur disait que la police locale ne possédait pas les ressources pour faire ce genre de recherche.

Q : Comment auriez-vous aimé être répondu par la SQ? En fait, qu'est-ce que vous auriez souhaité?

R : Durant les recherches avec les bénévoles, nous avons commencé à soupçonner quelqu'un de la famille, [REDACTED] de [REDACTED], [REDACTED]. Lorsque nous en avons parlé à un agent de la

X

Enquêteur

X

Déclarant

SQ, l'agent aurait répondu que cet individu devrait être mis sous surveillance, mais rien n'a été fait à ce moment. Ce n'est que l'an dernier qu'ils ont tenté de le soumettre à un « détecteur de mensonges », mais monsieur a toujours refusé.

Ce que la SQ nous a souvent dit c'est qu'ils sont là seulement pour accompagner la police locale et non pour mener l'enquête.

Q : Donc, pour revenir à ma question, ce que vous auriez souhaité c'est que la SQ s'implique plus?

R : Oui, surtout lorsque nous avons des soupçons sur une personne. Ils auraient dû l'interroger.

Q : Quant à la police locale, qu'est-ce qu'ils faisaient durant tout ce temps-là?

R : Les agents de police nous répondaient que c'était le Chef de police qui devait faire les demandes à la SQ. Or, à ma connaissance, il n'a fait qu'une demande au début.

Mais, la semaine dernière, la SQ serait revenue dans la communauté pour la deuxième fois en 6 ans, dans le dossier de mon garçon. Ils ont mentionné qu'ils étaient peut-être sur une piste. Nous avons appris cela via les réseaux sociaux. Nous ne sommes toujours pas informés.

Q : Avez-vous l'impression que si vous aviez été non autochtone, les choses se seraient passées autrement?

R : Je pense que oui.

Je me souviens, il y a environ 3 ans, un homme non-autochtone a été assassiné dans le coin de La Tuque. Cet homme provenait d'un milieu criminalisé.

Q : Quel est le lien avec la disparition de votre fils?

R : Je crois que la SQ a effectué beaucoup de recherches pour retrouver cet homme comparativement à mon fils.

X

Enquêteur

X

Déclarant

Les policiers croient que [REDACTED] aurait été victime d'un règlement de compte relié à un vol de plans de « pot » évalués à plus de 400 000\$. Le groupe criminalisé à qui appartenait les plans en question aurait voulu se venger croyant que les voleurs étaient des gens de [REDACTED].

Q : Faites-vous des liens avec le cousin dont vous me parliez tout à l'heure?

R : Je sais que [REDACTED] était consommateur. [REDACTED] était consommateur aussi. Les deux avaient de drôles de comportements.

Au tout début, lorsque j'ai signalé la disparition de [REDACTED] [REDACTED] nous a appelés pour nous dire qu'il voulait nous aider. Il a alors mentionné qu'il ne pouvait pas nous dire des choses au téléphone, car les lignes à [REDACTED] taient écoutées. Par la suite, il a participé aux recherches et nous a dit que nous ne cherchions pas aux bonnes places. Enfin, on nous a mentionné que la dernière fois que [REDACTED] a été vu, [REDACTED].

Q : Avez-vous autre chose à ajouter?

R : Moi et famille n'abandonnons pas. Chaque été, on continue de chercher [REDACTED]. On essaie de garder espoir, mais ce n'est pas facile. D'autant plus qu'on ne sait pas quelles sont les actions posées par les policiers.

X

Enquêteur

X

Déclarant

Déclaration Statutaire

Je [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED]

Je déclare solennellement que,

Je déplore une situation que j'ai vécue récemment lorsque j'ai accompagné mon beau-frère à un rendez-vous au Centre hospitalier régional de Lanaudière situé à Joliette. Je l'ai accompagné parce qu'il me l'avait demandé. Il devait rencontrer un cardiologue.

Q : Votre beau-frère avait-il besoin d'un accompagnateur?

R : Oui, pour lui servir d'interprète. Je l'ai accompagné jusqu'à l'intérieur du bureau du cardiologue et j'ai tenté du mieux que je pouvais de traduire ce que le cardiologue demandait. Ça s'est bien passé à ce niveau-là.

Mais, à la sortie de l'hôpital dans l'entrée principale, il y avait une affiche qui indiquait qu'il y avait un service d'interprète Atikamekw, sauf qu'il n'y avait pas de numéro de téléphone inscrit sur l'affiche. J'ai demandé à mon beau-frère et à d'autres patients Atikamekw qui étaient présents, s'il y avait bel et bien un service d'interprète Atikamekw et mon beau-frère m'a dit que ça faisait un bon bout de temps qu'il n'y en avait plus. Dans le passé, il y avait une ressource qui faisait ce travail, mais depuis qu'elle a pris sa retraite, ils (Centre hospitalier) n'ont mis personne à ce poste-là. Mais, l'affiche est toujours dans l'entrée de l'hôpital.

Puis, lorsque j'ai parlé à mon ex-conjointe, [REDACTED] qui travaille comme [REDACTED] des services aux patients Atikamekw, situé au même endroit que le Centre d'amitié autochtone de Joliette, elle m'a dit qu'effectivement depuis que madame [REDACTED] qui était l'ancienne interprète, a pris sa retraite, il y a 2 ou 3 ans, il n'y a plus de service à ce niveau-là.

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Signature du déclarant _____

Déclaré devant moi, _____

ANNIE DUCIAUME

À _____

le _____

27 septembre 2017

Q: [REDACTED]
[REDACTED]

R: [REDACTED]

Q: [REDACTED]

R: [REDACTED]

A.D.: [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

R.O.: [REDACTED]
[REDACTED]

A.D.: [REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]

Q: [REDACTED]
[REDACTED] | [REDACTED]

R: [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

x A.1
[REDACTED]
[REDACTED]
Déclarant